

Crise sécuritaire dans le sahel : La flambée des violences a un "impact dévastateur" pour les enfants

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 29 JANVIER 2020

531

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Libération de Amadou Haya Sanogo et autres

L'impossible procès



Me Mountaga Tall à la presse : "... Bien sûr que ces troupes doivent partir..."



Menace djihadiste dans le Sahel : L'impuissance des Etats avérée ?

AMPI

AGENCE Malienne de presse d'information et de communication

Malikilé

Quotidien d'information et de communication

La Direction & l'ensemble du personnel
de Malikilé souhaitent à tous ses lecteurs et lectrices

Une Bonne et
Heureuse Année



Une	Libération de Amadou Haya Sanogo et autres : L'impossible procès	P.4
Brèves	Victimes du terrorisme au Mali : Les noms des 20 héros tombés dans l'attaque de Sokolo	P.10
	Bilan Annuel de l'Asocodou : Des défis énormes à relever	P.10
	Mali : Le GSIM de Iyad Ag Ghali revendique l'attaque de Sokolo	P.11
	Régime IBK : Quand la mission gouvernementale devient une absoute	P.11
	Décès de Dr Témoré Tioulenta : Les Ademistes crient à la perte du département de l'Education	P.11
	Vol de véhicules dans le district de Bamako : Encore des malfrats dans les filets du 14ème !	P.12
	Wizall Money : Le nouveau portefeuille électronique de la Banque Atlantique	P.12
Actualité	Réunion annuelle CSAT : De bonnes perspectives !	P.14
	Crise sécuritaire dans le sahel : La flambée des violences a un "impact dévastateur" pour les enfants	P.15
	Menace djihadiste dans le Sahel : L'impuissance des Etats avérée ?	P.16
Politique	Me Mountaga Tall à la presse : « ... Bien sûr que ces troupes doivent partir... »	P.18
	Conférence de Section du RPM de Djenné : Le partie du tisserand affute ses armes pour les législatives	P.19
	RGPH 5 : L'Instat	P.20
	Organisation d'élections crédibles : Le gouvernement rassure les partis politiques	P.21
Culture & société	Grammy Awards : Et de 4 pour Angélique Kidjo !	P.23
International	Sénégal / diplomatie : Quatrième visite du président turc Erdogan	P.24
	Centrafrique : L'ancien président François Bozizé sort de son silence	P.25
Sport	A.G Extraordinaire : Les raisons du report expliquées par le président de la Fémafoot	P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Maliennne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10



P.14



P.21





Libération de Amadou Haya Sanogo et autres : L'impossible procès

Le dossier est répertorié au niveau de la justice sous un nom banal, presque inconnu de tous : « Ministère Public contre Fousseyni Diarra et autres ». Seuls les initiés (Avocats, magistrats ou greffiers) savent que sous cette dénomination se cache un des dossiers les plus sensibles de l'ère IBK plus connu sous les vocables « affaire Amadou Haya Sanogo » ou « Affaire des bérets rouges ». Il vient de connaître un dénouement partiel. Sont poursuivis dans ce dossier Fousseyni Diarra dit Fouss, Mamadou KONE, Tiémoko Adama DIARRA, Lassana SINGARE, Cheickna SIBY, Issa TANGARA pour enlèvement et assassinat, Amadou Haya SANOGO, Bloncoro SAMAKE, Simeon KEÏTA, Oumarou SANAGO, Soïba DIARRA, Christophe DEMBELE, Amadou KONARE, Mohamed Issa OUEDRAGO, Ibrahim Boua KONE et Amassongo DOLO (décédé), pour complicité d'enlèvement et assassinat et enfin Yamoussa CAMARA, Ibrahim Dahirou DEMBELE

pour complicité d'assassinat. Dans cette présentation quasi anonyme de la justice, sans qualité ni grade des concernés se

trouvent l'ancien Chef de l'Etat et de la junte militaire qui a renversé le président Amadou Toumani Touré, le Général Amadou Haya Sanogo. Il n'est certes pas resté formellement longtemps au pouvoir mais de fait il fût l'homme fort de la transition sous la présidence de Dioncounda Traoré qui lui a fait allégeance jusqu'au dernier jour. Il y a aussi le général Ya-





moussa Camara au parcours militaire éloquent et dont le dernier état de service a été Chef d'Etat-Major particulier du Président de la République jusqu'à son arrestation, orchestrée dit-il par l'ancien Secrétaire Général de la Présidence Soumeylou Boubeye Maiga. Il y a enfin, pour ne citer que les plus gradés le général Dahirou Dembélé, actuel ministre de la Défense et des Anciens combattants et ex-inspecteur en chef des armées et Chef d'Etat-major des Armées.

Juger cette pléiade d'officiers généraux n'est possible que par un régime moralement et éthiquement fort et exempt de tout reproche qu'un éventuel procès pourrait dévoiler. Or, du coup d'Etat de 2012 (avec ses commanditaires et soutiens) à l'exercice du pouvoir par IBK depuis 2013 (les détournements de fonds alloués à l'achat de matériels et équipements militaires) en passant par les tractations pour céder le pouvoir à IBK au sortir de la Transition 2012 et 2013 (tripatouillages électoraux), il y a très peu de secrets pour eux. Mieux, il y a des preuves de toute nature pour faire « sauter dix fois la République ». Il n'était donc pas question de prendre des risques avec des débats publics et leur cortège de révélations explosives. Mais il fallait aussi donner le change et l'illusion d'un procès.

A cet égard une session spéciale de la Cour d'Assises a été organisée en 2016 à Sikasso. Sitôt ouverte, cette session a été renvoyée pour

des « raisons techniques » à savoir le retour des résultats des expertises d'identification des victimes. De cela, nul n'a plus jamais reparlé. Puis, à la surprise générale, c'est le Procureur général près la Cour d'Appel de Bamako qui a publiquement et solennellement annoncé que les droits des personnes détenues dans l'affaire

des « bérets rouges » étaient violés en raison du large dépassement de tous les délais légaux de détention préventive. C'était vrai et connu depuis longtemps et d'ailleurs leurs avocats avaient vu beaucoup de demandes de liberté provisoire rejetées nonobstant ces constats d'évidence.

L'affaire a donc été plaidée à l'audience de la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Bamako du 21 janvier dernier qui s'était donné jusqu'à hier un temps de réflexion. Sans raison d'ailleurs car aussi bien la partie civile que le parquet général ne s'étaient opposés à la mesure sollicitée. La semaine a sans doute porté conseil et depuis hier tous les détenus ont regagné leurs domiciles respectifs.

Mis pour autant le dossier est loin d'être clos. En effet si la liberté provisoire met fin à la détention, elle ne permet en aucun cas d'établir la culpabilité ou l'innocence des poursuivis parmi lesquels certains n'ont jamais cessé de clamer leur innocence. C'est par exemple le cas du général Yamoussa Camara qui affirme urbi et orbi et avec des arguments massues à l'appui avoir été victime d'un règlement de compte suivi d'un déni de justice. D'ailleurs la décision de mise en liberté provisoire ne change rien à sa situation puisqu'il bénéficiait déjà de cette mesure. Pas plus d'ailleurs qu'à la situation du





général Dahirou Dembélé qui doit être lavé de tout soupçon pour continuer à exercer sereinement ses missions, ô combien importantes aujourd'hui.

De toutes les façons, toutes les personnes impliquées ont soutenu que c'est dans leur camp, à Kati, que les affrontements ont eu lieu et que par conséquent ils n'ont fait que se défendre. Mais nul n'a intérêt à ce que ces débats aient lieu aujourd'hui et la bonne preuve est que les parties civiles, indemnisées ou en cours d'indemnisation ne se sont pas opposées aux mesures d'apaisement prises.

Il reste à trouver les voies et moyens de clôturer définitivement le dossier. La loi d'entente nationale y pourvoira.

■ MOCTAR SOW

An advertisement for SAMA money transfers. The background is a mix of green and blue. On the right, there is a portrait of a smiling woman wearing a black hijab and a red top. On the left, there is a dark blue box with the SAMA logo and text. The main headline is 'Transfert d'argent' in a large, bold, blue font. Below it, the text reads 'ECONOMISEZ JUSQU'À 40% SUR VOS FRAIS DE TRANSFERT D'ARGENT'. At the bottom, there is a green button with the website address 'www.sama.money' and a mouse cursor icon pointing to it.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

RFI Afrique

Au Burundi, le parti présidentiel a annoncé ce week-end le nom de son candidat pour l'élection présidentielle du 20 mai 2020. Ce sera donc le secrétaire général du CNDD FDD, Évariste Ndayishimiye. Mais beaucoup doutent que l'actuel chef de l'État, Pierre Nkurunziza lui laisse réellement les rênes du pays.



Soulby Sanogo

Amadou Haya Sanogo et Codétenus libérés



Kaou Abdramane Diallo

Déni de justice

A la place des parents des victimes, je poursuis l'Etat du Mali pour Déni de justice C'est le Parquet qui refuse de juger l'affaire sous prétexte de raisons politico- sécuritaires qui ne tiennent pas une seconde.

Nul n'est indispensable au Mali, pas même le Président de la République !

C'est purement et simplement un refus de rendre la justice aux proches des victimes sous des motifs politiques L'une des causes de notre crise c'est aussi et surtout L'INJUSTICE!



Fati Yattara

Après cette liberté provisoire, j'espère que mon général mettra ses compétences à profit, pour un retour prompt de la paix.



Ce matin un enseignant gréviste me disait: le gouvernement campe sur ses positions parce les écoles privées où sont les enfants des riches sont ouvertes .

Agence Mali Presse

Sokolo après de rudes combats

Suite à l'attaque du camp de Sokolo le dimanche 26 janvier 2020, le gouverneur de la région de Ségou, l'inspecteur général Biramou Sissoko s'est rendu sur le lieu, le lundi 27 janvier 2020. Il était accompagné par le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale, le Colonel-Major Boukary Kodio et du Commandant secteur 5, le Colonel Didier Dembélé.

L'objectif de cette visite était de venir témoigner leur soutien et d'exprimer l'entière solidarité du président de la République et du gouvernement aux FAMA.



Arrivée sur les lieux de l'attaque, la délégation a été reçue par les autorités locales. Elle a ensuite visité les différents secteurs du camp. Au cours de cette visite, elle a pu constater les dégâts causés par les assaillants.

Le gouverneur a au nom du président de la République et de l'ensemble du gouvernement transmis un message de compassion, et d'encouragement aux FAMA. Il a aussi présenté les condoléances aux familles endeuillées et souhaité prompt rétablissement aux blessés. Enfin, le gouverneur a remercié la population de Sokolo pour avoir porté secours aux soldats en danger.

Source : FAMA



Drissa Arama

Il faudra que le gouvernement arrête cette exsanguination de l'éducation, ce n'est pas en plein travail qu'on change de personnel surtout si un problème d'effectif se pose.

Résolvez le problème avec les grévistes demeure la bonne solution.



MALI MALIN

LE RECRUTEMENT DE 15300 ENSEIGNANTS VOLONTAIRES LANCÉ PAR BOUBOU CISSÉ

Comme annoncé, le Premier Ministre Boubou Cissé a instruit au Centre National pour la Promotion du Volontariat au Mali, rattaché au Ministère de la Jeunesse et des Sports, de procéder à au recrutement de volontaires pour remplacer les 62.000 enseignants grévistes signataires du 15 octobre 2016 qui ont entamé une série de grèves pour réclamer l'application de l'article 39 de leur statut particulier. En somme les enseignants veulent bénéficier des 20% d'augmentation que l'état a accorder aux travailleurs suite aux négociations avec l'UNTM. Ce qui n'est pas du goût du premier ministre, ministre des finances car pour lui ce serait un double gain pour les enseignants qui bénéficieront avec le statut particulier et en même temps le statut général. Mais, il faut reconnaître que c'est la loi qui le leur accorde cela.

En attendant, et pour faire mal aux enseignants, le PM va recruter



15300 sortants volontaires des IFM, de l'Ensup, de l'Entp et autres enseignants retraités pour remplacer les enseignants grévistes. Ils seront certainement payés sur les jours de grèves que les services financiers vont couper sur les salaires des grévistes.

Le bras de fer entre les syndicats d'enseignants et le gouvernement semble arrivé à un chemin de non retour car ce geste ne fait qu'élargir le fossé entre l'état et les enseignants grévistes qui risquent de durcir leur position.

Va-t-on définitivement vers la radiation des 62.000 enseignants grévistes à terme de ces processus de volontariat ?

Wait and see !

Décès ce soir du Sous-Préfet de #Sarro (région de Segou, cercle de Ke-Macina), Tiècoura_SIDIBE à l'hôpital de Ségou.

Dors en paix en commandant Sidibé.



Daba Diallo

Le Ministre Amadou THIAM veut d'abord réviser la constitution avant de déployer les forces armées maliennes sur toute l'étendue du territoire.



Bina Sogoba

Qui vole un oeuf ; volera un jour un boeuf. IBK doit s'impliquer dans la crise scolaire.



IBK merci pour ta bonne décision ; C est ça le Mali. Que Dieu protège notre président IBK. Amen

LIBRE, Maintenant on va voir qui boit l'eau avec fourchette !!!

MC Tièfari Chi Diarr

MC Tièfari Chi Diarra est avec Abdoul Karim Traore.



DÉMENTI : C'est avec un grand étonnement que j'ai vu des informations sur les réseaux sociaux faisant allusion à ma démission, j'apporte un démenti formel à cette supposée démission. En même temps, j'ai le regret d'avoir appris aussi sur les réseaux, la démission du député DAOUDA COULIBALY, député élu de BELECO.

J'ignore la cause profonde mais je suppose que c'est dû au choix du parti pour les candidatures au législatif prochain.

Sory Ibrahima Khalilou



ANSONGO conference_des_cadres

Après un accueil chaleureux réservé par la population, le Premier Ministre Dr Boubou Cissé, a tenu, dans la salle du conseil de cercle d'Ansongo, une rencontre avec les autorités administratives et politiques, les partenaires sécuritaires, le commandement militaire, l'ensemble des forces vives de la localité y compris les élus de la région.

Ce fut l'occasion d'échanger sur les enjeux et les perspectives politiques, administratifs et sécuritaires du pays en général et de la région en particulier. BoubouCissé_PM



Gouvernement du Mali

#2ieme Jour de la visite du premier Ministre Dr.boubou Cissé dans la région de #Gao

#Etape #d'Ansongo



Le Premier Ministre Dr Boubou Cissé, chef du gouvernement, ministre de l'économie et des finances, a partagé un repas de corps avec la troupe des Forces armées maliennes (FAMA) basée à Ansongo.

Le premier Ministre, Dr Boubou Cissé est venu témoigner du soutien du président de la République SEM Ibrahim Boubacar KEITA, de son soutien personnel et de celui de la Nation tout entière aux valeureux défenseurs de la nation.



Ambassade des Etats-Unis au Mali

#Élections aux #ÉtatsUnis: L' #Iowa tiendra ses caucus le 3 février, et la date des primaires du #NewHampshire a été fixée au 11 février. Mais quelle est la différence entre un caucus et une primaire? Regardez: <http://bit.ly/2sZVWlZ>



Adama Sogodogo

Kiénou : deux explosions auraient été entendu non loin du village, au lieu d'exposition des corps des 4 jeunes tués.



Mohamed Che Traore

Il fit un moment où Tiebile demandait de négocier avec les terroristes mais aujourd'hui ce même crado bombardé ministre rejette toute négociation avec les terroristes. Quand est ce que le ridicule va tuer dans ce pays ?



Samerou Diallo

Que dit l'article de la discorde de la Loi N°2018-007 du 16 Janvier 2018 portant Statut du Personnel Enseignant de L'enseignement Secondaire, l'enseignement fondamental et de l'éducation préscolaire et spéciale. Qui constitue le point d'achoppement entre le gouvernement et les syndicats d'enseignants. Cette loi dispose :



Chapitre III : DES RÉMUNÉRATIONS ET DES AVANTAGES

Article 39 : Toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du statut général s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale.

Merci à #AJCADMali pour ce message

Ammy Baba Cisse

La France affrète des avions pour aller chercher à examiner les français en situation de danger en chine.



Elhadj Djimé Kanté

Si vous avez 1 peu de temps, choisissez le centre de santé le plus proche et allez voir quelques malades. Vous aurez tout à gagner



Marc Dara

N'Koro Elhadj Djimé Kanté ko ten ! Ne fana ko koun téré ko ye tignin ye



- Des dizaines de soldats maliens tués dans un enclos appelé Camp à Sokolo.
- ATT de retour au bercail et Haya celui qui l'a renversé en liberté.
- le Président Djoncounda Traoré dit vouloir négocier avec Iyad et Kouffa en tant que haut représentant d'IBK, le Ministre Tieblé Dramé aurait dit que ces propos n'engagent pas le Gouvernement du Mali.
- Boubou dit qu'il n'a pas de quoi satisfaire les enseignants, ces derniers commencent un grève de 20 jours le 17 février et ce même jours le syndicat de la Santé menace lui aussi d'entamer une grève de 72h.

Victimes du terrorisme au Mali : Les noms des 20 héros tombés dans l'attaque de Sokolo

Il s'agit exactement de 20 vaillants militaires des forces armées du Mali tombés le 26 janvier suite à l'attaque contre le poste de Sokolo (Niono).

En outre, le bilan officiel fait état de 60 rescapés et 5 blessés.

Les héros de cette barbarie terroriste sont tombés armes à la main. Au moins 4 assaillants ont été tués. Pour qu'à jamais chacun se souvienne d'eux, voici la liste complète des martyrs de la Nation malienne :

1. Capitaine Harouna SANKARÉ, chef de détachement ;
2. Adjudant-Chef Abdoulaye BALLO ;
3. Adjudant-Chef Hamet COULIBALY ;
4. Adjudant-Chef Djékoro Dit Chaka SAMAKE ;
5. Adjudant Mahamadou DOUMBIA ;
6. Adjudant Yacouba SIDIBE ;
7. Adjudant Bréhima CAMARA ;
8. Adjudant Amara OUATTARA ;
9. Adjudant Abdoulaye Moustapha TRAORE ;
10. Adjudant Amadou FADIGA ;



11. Adjudant Mahamadou SANGARE ;
12. Marechal Des Logis Chef Hamidou Mamadou DIARRA ;
13. Maréchal des Logis Chef Siaka TRAORE ;
14. Maréchal des Logis Chef Sory Ibrahim SIDIBE ;
15. Maréchal des Logis Chef Mathias DAO ;
16. Maréchal des Logis Chef Yaya Nanko COULIBALY ;
17. Maréchal des Logis Chef Oumar NIMAGA ;
18. Maréchal des Logis Chef Mamourou DIALLO ;
19. Maréchal des Logis Modibo Samou DIARRA ;
20. Maréchal des Logis Ousmane SANGARE.

Bilan Annuel de l'Asocodou : Des défis énormes à relever

La cérémonie de présentation du bilan annuel 2018-2019 du Centre de santé communautaire de Doumanzana s'est tenue, samedi 25 janvier 2020 dans l'enceinte de ladite structure. Cet exercice était piloté par les membres du comité de gestion sous le leadership de Soungalo Traoré.

Le président Soungalo Traoré a placé l'activité dans son contexte. Profitant de l'occasion, il a présenté le bilan de l'exercice 2018-2019 en recettes et en dépenses. Chaque année le centre de santé communautaire de Doumanzana se livre à cet exercice pour évaluer ses activités. Malgré les soubresauts de l'année 2019, la structure a pu tirer son épingle de jeu en achetant plusieurs appareils dont un cytomètre pour une valeur de 2 millions et un autre appareil permettant de neutraliser les bactéries à une somme de 600 mille FCFA. A cela s'ajoute l'achat des ampoules économiques permettant de garder le centre dans la lumière et des panneaux solaires à une somme de 1,233 millions FCFA. « Toutes ces dépenses ont été prises en charge sur fonds propre ».

Il évoque également la construction d'un magasin à déchet biomédicaux, des petits travaux de rénovations des latrines et la fabrication des fenêtres avec moustiquaires. Après toutes ces dépenses effectuées, l'Asocodou a pu économiser la somme de 3 500 000fcfa.

Malgré ces résultats encourageants des difficultés demeurent. Selon Soungalo Traoré, les frais relatifs à la prise en charge des services en assurances maladies obligatoires (AMO) ne sont pas payés par l'Etat. A ce jour, l'Etat nous doit un montant de 2000 000 FCFA non payé par le

gouvernement.

Aux dires de la DTM Mme Cissé Raki N'diaye, beaucoup des choses ont été faites mais il en reste beaucoup à faire. Pour atteindre les défis énormes le Cscm a besoin d'un laboratoire, d'un appareil échographie, d'une pharmacie, d'un forage, d'une maternité et d'une moto tricycle pour l'évacuation des malades vers des centres de références.

A noter que l'Asocodou a été créée le 3 novembre 1997 et compte actuellement 22 personnels dont 7 sont payés par l'Asocodou.

L'apothéose de cette cérémonie a été la remise des trophées Tchiwara à 3 femmes du centre et des attestations des reconnaissances.

On notait la présence du chef du village, maire, société civile, développement féminine, personnelles de la structure sanitaire, le médecin chef, le représentant de la Fenacom ainsi que la population de Doumanzana. Le chef de village s'est réjoui de la tenue de cette activité dans son village. Il a par ailleurs invité le personnel de cette structure à plus de professionnalisme afin de servir dignement les populations. A ses dires la santé n'a pas de prix.

■ Ibrahim Sanogo



Mali : Le GSIM de Iyad Ag Ghali revendique l'attaque de Sokolo



L'attaque de dimanche 26 janvier à Sokolo, dans le cercle de Niono, au Mali, a été revendiquée par le GSIM le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, le JNIM en arabe. Le groupe reconnaît avoir perdu trois de ses hommes et assure que plus de 20 soldats ont été tués, 3 capturés et 9 véhicules récupérés. Le dernier bilan officiel fait effectivement état de 20 morts. Bamako annonce aussi 60 rescapés, 5 blessés. Cette revendication du GSIM -dirigée par Iyad ag Ghali-, n'est pas vraiment une surprise. Depuis deux ans dans cette région proche de frontière mauritanienne, le groupe de soutien à l'islam et aux musulmans a déjà frappé à plusieurs reprises notamment à Nampala et à Nara. La forêt du Wagadou non loin de là est un de ses sanctuaires.

Établir un contact pour ouvrir un dialogue
C'est en particulier une zone d'actions de la katiba du Macina menée par Amadou Koufa qui est membre du GSIM et même si un de ses lieutenants a fait allégeance récemment à l'État islamique au grand Sahara, l'EIGS n'est pas en mesure de mener une telle attaque dans cette zone selon plusieurs experts. Cette attaque est revendiquée dans un contexte où les autorités maliennes ont annoncé vouloir établir un contact avec les deux principaux chefs du Groupe terroriste pour ouvrir un dialogue. Mais l'assaut lancé lundi ne doit pas être vu pour autant comme une réponse, souligne Andrew Lebovitch, chercheur associé du Conseil européen des relations internationales. Pour lui, cette attaque s'inscrit plutôt dans une logique de fond, qui est de s'en prendre aux bases isolées aux frontières du pays, afin de limiter l'espace de mouvement des Forces de sécurité.

Décès de Dr Témore Tioulenta : Les Ademistes crient à la perte du département de l'Éducation

La Ruhe est sans doute l'organisation politique ayant le plus déchanté des décisions du dernier Conseil ministre. Par-delà la promotion de son premier vice-président, Abdel Karim Konaté «Empé», devenu PDG de l'Office du Niger, les Ademistes ont dû recevoir un coup dur avec la perte définitive du ministère de l'Éducation. Précédemment détenu par leur défunt Secrétaire général adjoint, un mini- réaménagement a finalement ajouté le portefeuille à celui du ministre de l'Enseignement Supérieur qui est d'obédience RPM. Au grand dam du PASJ notamment, qui s'en retrouve réduit d'un ministère mais aussi, probablement, de nombreux cadres promus dans le cabinet. La

Régime IBK : Quand la mission gouvernementale devient une absoute



« Que périsse un principe plutôt que l'État ». C'est au détour de cette maxime juridique que le Garde des Sceaux, Malick Coulibaly, a justifié l'amnistie accordée de fait à son ministre de la Défense et des Anciens Combattants. Attendu à la réouverture des assises de Sanogo comme comparse, Ibrahima Dahirou Dembélé a pris soin de rendre sa démission pour se mettre à la disposition de la justice. Mais il sera finalement le maillon manquant et le facteur d'énième report d'un procès qui ne verra finalement jamais le jour, à en juger par les tractations en cours pour un règlement parajudiciaire. Et pour ce faire, sa démission n'a pas été acceptée pour des besoins, dit-on, de préservation des acquis engrangés par l'armée sous la conduite du Général Dembélé. Ce motif évoqué par le porte-parole du Gouvernement a été par la suite relayé par le ministre de la Justice avec force insistance sur les prouesses de son collègue de la Défense. L'ancien chef d'Etat-major des Armées se présente du coup comme un maillon indispensable pour que ses mérites ministériels l'exonèrent de responsabilité (présumée et effective) dans la mystérieuse affaire d'enlèvement et d'assassinat des Bérets rouges pendant la transition. Or nul n'est censé se hisser au-dessus de la législation applicable en la matière et un gouvernement ne saurait passer pour un asile à justiciables.



question fait grand bruit dans la Ruhe où nombre de militants et responsables crient déjà à une violation de l'Accord politique de gouvernance. Selon les termes dudit accord, en effet, un poste ministériel devenu vacant pour quelques motifs que ce soit devrait revenir à la formation d'origine de son détenteur. Feu Témore Tioulenta étant militant du parti Adema, c'est à ce parti que devrait revenir le portefeuille comme s'y attendaient les nombreux cadres qui avaient même commencé à se positionner pour l'héritage. Comme quoi, l'attribution du ministère de l'éducation pourrait avoir semé les germes d'un grand malaise au sein de la majorité.

Vol de véhicules dans le district de Bamako : Encore des malfrats dans les filets du 14ème !

Trois malfrats spécialisés dans le vol de véhicules dans le District de Bamako viennent d'être neutralisés grâce à la perspicacité du Commissaire du 14ème Arrondissement et ses limiers. Des récidivistes notoires. Le Commissariat de police du 14ème Arrondissement multiplie les exploits depuis l'arrivée de la Divisionnaire Kadiatou dite Kadi Tounkara. Avec sa dynamique équipe, elle coupe le sommeil aux malfrats qui perturbent la quiétude des paisibles citoyens.

La Commissaire divisionnaire et ses limiers sont devenus la bête noire des bandits qui se sont spécialisés dans le vol de véhicules des usagers. La dernière prouesse de la Compol Kadi Tounkara et de ses hommes est l'arrestation de la bande d'Adama.

La Commissaire divisionnaire et ses services avaient enregistré une multitude de plaintes relatives à des disparitions de véhicules. Le 16 janvier dernier, les limiers de la Brigade de recherche pilotée par le perspicace Lieutenant Mamadou Kébé sont informés de la présence de la bande d'Adama dans un bar au niveau du marché de Médine. Illico presto, une équipe est dépêchée sur place par la Compol Tounkara pour cueillir, en début d'après-midi, les trois malfrats dans leur paisible retraite. Il s'agit de : Abdoulaye Djiré, Boubacar Camara, Adama Traoré, alias « Nostra Damus », cerveau de la bande. Ils ont été conduits dans les locaux du commissariat et interrogés par les enquêteurs. Le chef de la bande, Adama Traoré et ses compagnons ne résistent pas longtemps avant de se mettre à table. Sous la supervision de la Commissaire, le Lieutenant Kébé et son équipe n'ont point fermé l'œil. Les véhicules volés sont localisés à la périphérie de Bamako, plus précisément à Dialakorodji. Deux Mercedes 190 et 250 sont conduits au commissariat du 14ème Arrondissement.

Une perquisition menée aux domiciles des malfrats a permis de saisir



deux armes à feu, des plaques d'immatriculation, ainsi que plusieurs clés mécaniques. De fil en aiguille, la Commissaire divisionnaire Kadi Tounkara parvint, en un laps de temps, à recueillir une masse d'informations sur ce groupe de malfrats. Ainsi, il ressort des renseignements qu'Abdoulaye, Boubacar et Adama sont des repris de justice qui ont bénéficié récemment d'une mise en liberté. Ils se sont rencontrés à la Maison centrale d'arrêt de Bamako. C'est là que le trio infernal a été mis sur pied, avec à sa tête, le redoutable Adama. Présentés au Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune IV, ils ont été placés sous mandat de dépôt et séjournent actuellement au Lycée technique de Bamako-Coura. La Commissaire en charge du 14ème Arrondissement de police appelle la population à dénoncer tous les comportements suspects au commissariat le plus proche ou appeler l'un des numéros verts.

Faut-il le rappeler, ces numéros ont été mis en ligne par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de division Salif Traoré, dans sa volonté de lutter contre les actes de banditisme et de criminalité sous toutes leurs formes.

■ Par Bintou Diarra

Wizall Money : Le nouveau portefeuille électronique de la Banque Atlantique

Pour faciliter aux usagers, entreprises, ONG, services publics, entre autres, la gestion de leur compte financier, le Groupe BCP, à travers la Banque Atlantique du Mali, a lancé Wizall Money, le 16 Janvier 2020, à l'Hôtel Sheraton de Bamako. Produit de dépôt, transfert, retrait et paiement d'argent, Wizall Money a été lancé par Sébastien Vetter, cofondateur et directeur général du Groupe Wizall Money en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré, du représentant de Wizall Money au Mali, Vamara Dagnoko ainsi que de nombreux représentants d'entreprise et d'ONG.

L'objectif du produit, indique son représentant au Mali, est de faciliter la vie aux populations. En effet, selon M. Dagnoko, avec l'application Wizall Money, on peut faire des achats de crédit téléphonique, régler des factures, procéder à des retraits et transferts et même recharger des cartes (pétrolière, autoroute). «Elle vous permet de gérer toute votre transaction depuis votre portable sans vous déplacer vers tous les numéros de téléphone de façon simple et sereine. Chaque transaction est

sécurisée par l'envoi d'un code unique », a-t-il expliqué.

Présent au Mali depuis 2019 après avoir rejoint la Banque Atlantique, Wizall Money s'illustre aussi comme la meilleure alternative pour la digitalisation des services du monde agricole avec des transactions instantanées. Selon le cofondateur et Directeur général du groupe, la « start-up » va faciliter la vie des Maliens avec un portefeuille électronique simple à utiliser, sécurisé et disponible 24 heures sur 24 et avec lequel on peut transférer, recharger et acheter gratuitement. «Avec 2500 points de ventes au Mali en 2019, Wizall Money Mali projette d'atteindre les 8000 points de vente en 2020 », promet-il. Et d'ajouter que l'ambition de Wizall Money est de devenir le leader incontournable en Afrique de l'Ouest en matière de transfert d'argent et autres services financiers. Les précurseurs du produit relèvent par ailleurs sa simplicité (pas besoin d'un numéro de téléphone pour utiliser l'application disponible par téléchargement sur la toile), sa sécurité (chaque transaction a un code unique) et sa sérénité (à travers le portail pro sur la toile qui facilite le suivi des transactions). A noter que le dépôt au niveau des comptes reste la seule action payante.

■ Amidou Kéita

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Réunion annuelle CSAT : De bonnes perspectives !



La réunion annuelle de planification du projet Climate-Smart Agriculture Technologies (CSAT) s'est tenue, mardi 28 janvier 2020, à l'hôtel Radisson de Bamako. L'objectif principal du projet est d'introduire des technologies et innovations agricoles intelligentes face au climat dans les régions du Sahel et de la savane aride du Mali et ainsi améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et assurer une sécurité alimentaire ; au moins 20 000 ménages ruraux au Mali devraient être les bénéficiaires directs des interventions.

ITA s'est donné comme principale mission d'assurer la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres du monde et de leur fournir des stratégies viables qui produisent des résultats réels à long terme pour le développement économique et la stabilité des communautés, tout en construisant un avenir écologiquement rationnel prenant en compte les enjeux du changement climatique. Pour l'ambassadeur du Royaume de Norvège, Ole Andreas Lindeman l'objectif de ce projet est de mettre à la disposition des populations des technologies agricoles performantes pour leur permettre d'être plus résilient face aux changements climatiques. Ainsi, des innovations et technologies devraient accroître l'adaptation et réduire la vulnérabilité au changement climatique. Les technologies et inter-

ventions éprouvées doivent être mises à l'échelle et la recherche doit continuer à développer et à adapter des innovations supplémentaires, voire supérieures pour atteindre cet objectif.

Selon le directeur général de l'IER, Abdoulaye Hamadou, il est heureux, de constater que le projet répond parfaitement aux orientations de la république du Mali dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, ainsi que la promotion de l'emploi des jeunes dans un contexte de changement climatique. **« Après le lancement du projet et la première réunion de planification, tenus au campus de l'ICRISAT à Samanko, nous voilà encore réunion, chercheurs et partenaires du projet, pour apprécier le chemin parcouru et se projeter pour la nouvelle campagne agricole. « La présente réunion est pour un espace approprié pour présenter le bilan des réalisations composantes, d'analyser les succès et les insuffisances pour enfin bâtir ensemble une programmation 2020-2021 des activités. Vos contributions de qualité aux discussions permettront, j'en suis sûr, d'affiner les approches d'interventions en vue d'accroître les synergies d'actions et de consolider les importants acquis », a-t-il dit.**

Le projet CSAT souhaite produire une intensification durable de la production agricole, une résilience accrue des systèmes de production,

des chaînes de valeur plus efficaces pour les cultures clés et de meilleures possibilités d'emploi pour les jeunes, les femmes et d'autres groupes marginalisés qui aideront les populations rurales à mieux s'adapter aux effets complexes de changement climatique.

Les régions concernées au Mali sont : Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso. Le projet travaille avec des partenaires nationaux privés et ONG etc. dont IER est le leader.

L'incubation de jeunes entreprises agroalimentaires est une stratégie de développement d'entreprises qui vise à faciliter le processus de formation, de développement, de survie et de croissance de nouvelles entreprises en fournissant aux jeunes, hommes et femmes, une large gamme d'assistance comprenant des compétences en agriculture moderne, et en entrepreneuriat. Les compétences seront développées par le coaching et le mentorat, le conseil le réseautage, l'octroi d'intrants et d'équipements agricoles. Il est prévu de développer les compétences de 600 diplômés de l'enseignement supérieur en trois ans dans les quatre régions qui souhaitent développer l'agroalimentaire autour des chaînes de valeur identifiées. 3000 jeunes seront indirectement touchés par cette initiative.

Cette approche sera principalement utilisée pour accroître la productivité des exploitations agricoles dirigées par des jeunes. Deux méthodes de renforcement des capacités seront utilisées :

Pour un groupe ou un contingent de bénéficiaires, un site d'incubation sera identifié dans chaque communauté pour la formation pratique à l'agriculture moderne et l'entrepreneuriat agricole. Il est aussi prévu de conduire des visites in situ dans les exploitations de jeunes pour fournir des conseils techniques et promouvoir le transfert de technologies. L'approche consiste à soutenir les jeunes, hommes et femmes et petits exploitants agricoles dans leurs efforts pour accroître la productivité et la qualité des produits commercialisables et répondre ainsi aux besoins du marché, et répondre aux préoccupations connexes en matière de gestions des ressources naturelles.

■ Ibrahim Sanogo

Crise sécuritaire dans le sahel : La flambée des violences a un “impact dévastateur” pour les enfants



Les enfants subissent un niveau de violence sans précédent au Sahel central, où des centaines d'entre eux ont été tués, mutilés ou séparés de force de leurs parents en 2019, s'alarme l'Unicef dans un document publié mardi. Rien qu'au Mali, l'un des trois pays du Sahel les plus durement touchés avec le Burkina Faso et le Niger, 277 enfants ont été tués ou mutilés au cours des neuf premiers mois de 2019, le double du nombre total de 2018, indique le document de l'agence de l'ONU pour l'enfance. Mais c'est tout le Sahel central qui accuse une “importante augmentation de la violence contre les enfants pris entre deux feux, des centaines d'entre eux ayant été séparés de force de leur famille, tués ou mutilés”, dit ce plaidoyer publié à l'appui d'un appel urgent à la levée de 208 millions de dollars pour financer les opérations de l'Unicef. Le Mali est le seul pays pour lequel l'Unicef dispose de tels chiffres, a dit une porte-parole de l'organisation à Dakar, mais au Burkina Faso et au Niger aussi, des enfants ont été victimes de meurtres, d'abus sexuels, d'enlèvement ou d'enrôlement contraint dans

les groupes armés.” Des centaines de milliers d'entre eux ont vécu des expériences traumatisantes”, estime la directrice régionale de l'Unicef, Marie-Pierre Poirier, citée dans un communiqué. Le Mali, où le conflit a éclaté en 2012 avant de se propager, le Burkina Faso et le Niger sont en proie à une alarmante dégradation sécuritaire. Ils sont le théâtre d'une forte poussée jihadiste combattue par les armées nationales et étrangères, de brutalités intercommunautaires et de multiples trafics alimentant la violence. Celle-ci a fait des milliers de morts, combattants et civils, et des centaines de milliers de déplacés. Les femmes et les enfants sont les premières victimes de la violence”, dit l'Unicef. En tout, 4,9 millions d'enfants ont besoin d'aide humanitaire. “En novembre 2019, 1,2 million de personnes étaient déplacées”, soit un doublement en un an, rapporte-t-elle, et “plus de la moitié étaient des enfants”, avec 670.000 d'entre eux forcés de fuir leur foyer. Au Burkina Faso, le nombre de déplacés a été multiplié par cinq. Dans des pays parmi les plus pauvres du monde, l'agence souligne “l'impact dévasta-

teur” des violences sur l'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins, avec un risque accru de propagation de maladies infectieuses qui sont déjà les premières causes de mortalité infantile. Plus de 709.000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère (MAS) dans les trois pays en 2020, selon des estimations rapportées par l'Unicef. Plus de 4,8 millions de personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire. L'agence insiste sur l'étendue du dommage causé à l'éducation. Entre avril 2017 et décembre 2019, sous l'effet d'attaques de plus en plus courantes contre les établissements, les enseignants et les élèves, les fermetures d'école ont été multipliées par six au Sahel central. Plus de huit millions d'enfants de 6 à 14 ans n'y sont pas scolarisés, soit près de 55% de cette tranche d'âge. La détérioration sécuritaire rend compliquée, dangereuse, sinon impossible l'intervention des humanitaires, rappelle l'Unicef. Elle en appelle à toutes les parties pour la protection des enfants et le respect de “l'espace humanitaire”.



Menace djihadiste dans le Sahel : L'impuissance des Etats avérée ?

Les groupes armés djihadistes font de plus en plus sentir leur présence dans la région du Sahel, multipliant les attaques non seulement au Mali, mais aussi au Niger et au Burkina Faso. Leurs attentats ont fait plus de 4000 morts en 2019 tandis que la région s'enfoncé dans une crise humanitaire sans précédent.

Une route d'une quarantaine de kilomètres court entre les villages de Barsalogo et Dablo, dans le centre-nord du Burkina Faso. Il n'y a pas si longtemps, les localités qui bordaient la piste de terre rouge étaient pleines de vie. Ce ne sont plus que des hameaux déserts où des vaches et des chèvres laissées à l'abandon errent entre les maisonnettes de banco aux portes grandes ouvertes – signe d'un départ précipité.

Lundi matin, des hommes armés ont attaqué Naraogo, l'un des derniers hameaux à avoir jusqu'à maintenant échappé à la vague de violence qui s'abat sur la région. Vêtus d'uniformes des forces de sécurité burkinabés, question d'inspirer la confiance, ils ont fait irruption au marché public du village, pour ouvrir le feu sur les marchands de mil et de beurre d'arachide, et sur leurs clients.

Bilan : 32 morts. Les assassins se sont ensuite repliés sur un autre village, Alamou, abattant quatre autres civils dans leur fuite.

L'attaque a semé la consternation au Burkina Faso, ce pays d'Afrique de l'Ouest traditionnellement pacifique, devenu un terrain de guerre disputé par des groupes djihadistes.

Perte de contrôle

En trois ans, le nombre de victimes des attaques djihadistes a explosé au Mali, au Niger et au Burkina Faso. En 2016, les attentats djihadistes y avaient fait 770 morts. En 2019, c'était 4000, selon l'ONU.

Le Burkina Faso est touché de plein fouet. On estime qu'un tiers du territoire de ce pays qui empiète sur le Sahel échappe aujourd'hui au contrôle de la capitale, Ouagadougou. Depuis un an, plus d'un demi-million des 19 millions d'habitants du Burkina Faso ont été forcés de fuir leurs villages, pour échapper à la terreur. La crise s'accélère. Et l'attaque du 20 janvier a fait passer celle-ci à une vitesse supérieure. Jusqu'à maintenant, les groupes armés visaient surtout des représentants de l'État ou des camps militaires, l'attaque de lundi est la

première à cibler les civils.

Michel Boulay, du Programme alimentaire mondial

La veille de Noël, 35 civils, en majorité des femmes, ont bien été assassinés dans une autre localité, Arbinda. Mais cette tuerie s'était produite dans le cadre d'un combat avec des militaires, note M. Boulay, responsable de l'accès de l'aide humanitaire pour le Programme alimentaire mondial (PAM), agence de l'ONU qui vient en aide aux déplacés du Burkina Faso. Alors que l'attaque du 20 janvier, elle, visait uniquement des civils.

« C'est un tournant inquiétant qui pourrait annoncer un changement de mode opératoire des groupes armés », observe l'humanitaire originaire du Québec. Au risque de plonger le pays dans une crise encore plus aiguë.

Population en fuite

Il y a un an, le Burkina Faso comptait 45 000 personnes déplacées. Aujourd'hui, elles sont 560 000 à avoir dû tout laisser derrière eux pour trouver refuge dans une agglomération plus importante, comme Barsalogo ou Kaya. On compte maintenant 560 000 personnes déplacées au Burkina Faso, notamment à Kaya. On estime que 1,8 million de Burkinabés auront besoin d'assistance humanitaire cette

année. Plus de 2000 écoles ont dû fermer leurs portes à cause de l'insécurité. Plus de 800 000 Burkinabés n'ont pratiquement plus accès aux services de santé. Les communautés qui accueillent les populations en fuite craquent sous la pression.

Le Burkina Faso est maintenant sur la ligne de feu, alors que la cible géographique s'est déplacée vers l'est, depuis le Mali. En trois ans, le nombre de personnes tuées dans les attaques y est passé de 80 à 1800.

Mode opératoire

Jusqu' il y a peu, les groupes armés arrivaient à moto, tiraient des coups de feu en l'air, ou tuaient une ou deux personnalités d'un village avant de repartir.

« Parfois, des hommes à moto arrivaient dans un village, ils tiraient, puis ils s'en allaient, personne ne savait qui ils étaient, ni où ils allaient », raconte David Bulman, chef du bureau du PAM au Burkina Faso. Le message était clair : il était temps de fuir.

Les tueurs de lundi ont tiré dans une foule de civils, avant de brûler une trentaine de motos et de mettre le feu au marché de Naraogo, faisant ainsi passer la terreur à un niveau supérieur.

Le Burkina Faso est déjà l'un des pays les plus pauvres de la planète. Chaque sécheresse fait peser la menace d'une crise alimentaire. Avec l'insécurité, les risques de famine s'accroissent.

« Les besoins explosent, le temps que nous nous ajustions, la crise a le temps d'être multipliée par deux », affirme David Bulman.

Les villageois en fuite marchent pendant des jours avant de rejoindre Kaya, le chef-lieu du centre-nord du Burkina Faso, ou Barsalogo. Ces bourgades n'arrivent plus à absorber les déplacés. « Si jamais on doit faire face simultanément à une sécheresse et à l'insécurité, on se retrouvera dans le trouble », appréhende David Bulman.

Les échos libyens

La présence djihadiste au Sahel s'est accentuée depuis 2011, alors que la guerre civile libyenne a mis en circulation l'arsenal du régime de Mouammar Khadafi. Des groupes armés liés au djihad migrent alors vers le Mali où ils s'emparent de Tombouctou et de Gao, les deux

villes du désert.

En lançant leur offensive vers le sud, menaçant la capitale, Bamako, ils incitent la France à lancer l'opération Serval, destinée à chasser les djihadistes de leur fief.

Fin janvier 2013, l'armée française réussit à libérer les deux villes du Nord malien. Mais les djihadistes s'éparpillent dans le Sahara. Première victime : le Burkina Faso. Dès 2015, des groupes terroristes attaquent des restaurants de Ouagadougou. La vague terroriste fait des échos jusqu'au Québec. Six Québécois sont tués dans un attentat commis le 16 janvier 2016, dans un restaurant de « Ouaga ». En novembre 2019, 37 personnes meurent dans un attentat contre une mine canadienne, Semafo. L'opération Serval a depuis laissé place à une nouvelle intervention française, opération Barkhane. Réunis à Pau à la mi-janvier, les cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Tchad et Niger) et la France se sont entendus pour augmenter la présence militaire française dans la région.

Mais contrairement à ce qui s'est passé au Mali, les groupes armés du Sahel n'ont pas pris le contrôle d'un territoire précis. Ils se contentent d'aller et venir, en faisant régner la terreur tout en restant insaisissables.

Dans le contexte actuel, les organisations humanitaires se préparent pour le pire. À moyen terme, prévoit David Bulman, « la crise ne peut que s'aggraver en Afrique de l'Ouest, pendant quelque temps, ça ne peut que se détériorer. »

Qui sont les djihadistes du Sahel ?

Deux grands groupes djihadistes sévissent dans le Sahel, ce territoire qui longe le Sahara et traverse notamment le Mali, le Niger et le

Burkina Faso.

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) est né de la fusion de deux formations djihadistes nées au Mali : Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Ansar Dine.

Chassée de Tombouctou et de Gao, cette nébuleuse terroriste a essaimé depuis dans les pays voisins, dont le Niger et le Burkina Faso. Dès 2016, un prédicateur burkinabé, Malam Dicko, crée une antenne locale, Ansaroul Islam, gravitant autour du GSIM. Le groupe a faibli depuis la mort de son chef dans une opération militaire en mai 2017.

L'autre grande organisation djihadiste, État islamique du Grand Sahara (EIGS) s'affiche comme une alliée de l'EI. Elle mène ses opérations aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Selon Mahamoudou Savadogo, chercheur sur l'extrémisme violent à l'université Gaston Berger, au Sénégal, l'EIGS contrôle une partie des sites d'or de la région, disputés autant par les groupes djihadistes que par des bandes criminelles.

« Les djihadistes et les autres groupes armés ont trouvé dans les mines d'or du Sahel une nouvelle source de revenus, profitant de la défaillance des États concernés », écrit à ce sujet International Crisis Group (ICG.)

L'insécurité créée par la présence de cette constellation de groupes armés se superpose à une crise sociale et aux tensions interethniques. Au Burkina Faso, les exactions commises occasionnellement par l'armée burkinabé elle-même exacerbent ces tensions, précise ICG.

Ajoutez-y l'émergence de milices d'autodéfense, que le gouvernement du Burkina Faso veut maintenant officialiser dans la foulée des dernières attaques, et vous avez tous les ingrédients d'une « tempête parfaite ».



Me Mountaga Tall à la presse : « ... Bien sûr que ces troupes doivent partir... »

Le Congrès National d'Initiative Démocratique CNID Faso Yiriwa ton a tenu mercredi, 22 janvier 2020, sa traditionnelle présentation de vœux à la presse soit la 21ème du genre. C'était à la Maison de la Presse sous la directive du président du parti, Me Mountaga Tall. Au cours de cet exercice, le premier responsable du parti Cnid Faso Yiriwa Ton, Me Mountaga TALL, a passé en revue les questions liées à la situation de la presse malienne, la corruption, le Dialogue National Inclusif, l'insécurité entre autres.

« **Quid donc de la demande de départ des troupes étrangères ? Dans le principe, cette question ne se pose pas. Bien sûr que ces troupes doivent partir. Elles-mêmes n'ont pas vocation à rester ad vitae æternam et d'ailleurs les opinions publiques de leurs pays d'origine finiront par réclamer leur départ** », dixit Me Mountaga TALL.

Me Tall, dans son intervention, a rappelé la position du Mali en 2019 dans le rapport de « Reporters Sans Frontière » qui classe le pays au 112ème rang sur 180 en termes de liberté de la presse, soit une amélioration de 3 points. Pour lui, cette progression fort encourageante ne doit pas, cependant, cacher les contraintes auxquelles restent confrontés les organes médiatiques écrits et audiovisuels dont bon nombre n'ont pas leur indépendance économique, la formation journalistique et ont l'épée de Damoclès de la prison au-dessus de la tête.

Pour une presse plus efficace, le parti CNID Faso Yiriwa Ton plaide inlassablement pour une augmentation substantielle de l'aide à la presse, la dépenalisation de délits de presse. Concomitamment avec une déontologie plus forte et une éthique plus soutenue sous le meilleur et le plus dur des jugements, celui des pairs et le cas échéant de justes réparations pécuniaires pour les personnes lésées. «Aucune démagogie ne nous amènerait à



confondre dépenalisation et impunité », a-t-il déclaré.

Pour fermer la rubrique presse, Me Tall s'est prononcé sur la disparition de notre confrère Birama Touré et le cas des journalistes de la Radio France Internationale (RFI), Ghislaine Dupont et Claude Verlon. A ce niveau, la vérité est réclamée par le CNID.

S'agissant de l'année 2019, Me Tall trouve celle-ci particulièrement difficile pour le Mali, difficulté occasionnée par beaucoup de tueries sur les populations civiles et militaires et de nombreux déplacés. « **Nous ne sortirons de ce cycle infernal que si nous avons le courage et la lucidité d'une véritable introspection individuelle et collective et d'un devoir de vérité. Car le Mali, disons-le, est victime d'abord et surtout de ses dirigeants et certains de leurs comportements** », a déclaré le président Tall.

En ce qui concerne la présence des forces étrangères sur le sol malien, Me Tall invite les uns et les autres à se demander comment une armée si forte et si dissuasive comme la nôtre s'est retrouvée un moment par terre ? Quand cela a-t-il commencé ? Quelles sont les responsabilités ? Selon lui, les principaux responsables de ce drame national sont à rechercher d'abord ici parmi nous.

« **Je n'exonère pas, en disant cela, la MINUSMA de ses faiblesses intrinsèques qui doivent être corrigées si l'on veut que cette force atteigne ses propres objectifs et répondre aux attentes des Maliens. En un mot, il est important que son mandat soit revu et devienne plus robuste** », a-t-il déclaré.

Sur Barkhane, Me Tall pointe le manque de visibilité des résultats. Et ce constat semble aujourd'hui partagé.

Quid donc de la demande de départ des troupes étrangères ? « **Dans le principe, cette question ne se pose pas. Bien sûr que ces troupes doivent partir. Elles-mêmes n'ont pas vocation à rester ad vitae æternam et d'ailleurs les opinions publiques de leurs pays d'origine finiront par réclamer leur départ. Que ferait alors le Mali ce jour ? Car n'oublions jamais que la sécurité ne se délègue pas : elle s'assume** », a dit Me Tall.

« **Il n'est pas fréquent que l'on souhaite se tromper. Mais en l'occurrence et pour le bien du pays nous aurions, à la sortie du Dialogue National Inclusif (DNI), aimé nous être trompés. Malheureusement !!!** »

Tels sont les propos de Me Mountaga Tall par rapport à la tenue du Dialogue National Inclusif auquel leur groupement, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), dirigé par l'honorable Soumaila Cissé, n'a pas participé.

Pour lui, en ce qui concerne sa résolution demandant l'organisation des élections législatives, le DNI aurait dû apporter des solutions aux causes réelles des reports. Selon lui les mêmes considérations valent pour l'organisation du référendum constitutionnel et le DNI n'a donné aucune indication sur les points à réviser. Enfin, par rapport à l'Accord pour la paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, le DNI aurait fait œuvre utile en indiquant les points à relire et à obtenir le consentement des mouvements signataires présents.

Pour conclure, Me Tall trouve inacceptables les récentes déclarations du gouvernement sur la crise scolaire lesquelles jettent inutilement de l'huile sur le feu. Il a aussi précisé que l'Etat de droit, c'est aussi le respect des libertés syndicales et la capacité de négociation de l'Etat.

■ ABK

Conférence de Section du RPM de Djenné : Le parti du tisserand affute ses armes pour les législatives



La conférence de section RPM de Djenné s'est tenue dans la salle Mahamane Santara, dimanche dernier, devant des milliers de militants. Renouveler les structures et donner les grandes orientations du parti étaient l'objectif de cet exercice politique à quelques encablures des élections législatives du 29 mars 2020.

La conférence de section de Djenné était couplée à la rentrée politique. Ce fut un moment privilégié pour les responsables du parti d'inviter les militants à plus de cohésion au tour des idéaux du parti et de suivre les orientations du parti. D'ailleurs, c'est qui justifie les nombreuses adhésions. Pour preuve plusieurs grandes familles de Djenné et 322 membres de PS Yeleen Kura ont débarqué au RPM avec armes et bagages. Une manière pour eux, de dire qu'ils partagent la même vision que le RPM. Et qu'ils sont prêts à tout mettre en œuvre pour remporter les futures élections. Cette adhésion en pompe n'est pas passée inaperçu, aux dires des cadres du parti. Selon leur porte-parole Soungalo Kone, le choix du RPM n'est pas fortuit. « C'est après une mure réflexion

que nous avons décidé de cheminer avec le parti. Nous motivons ce choix par l'amour que nous avons pour le Mali en général et le cercle de Djenné en particulier », a-t-il dit.

Pour la circonstance, la supervision de cette activité politique était assurée par Amadou Ouattara secrétaire général à la formation et à la promotion des cadres, Honorable Belco Samassekou, Kadia Touré, UF/ BPN et de Demba Coulibaly, UJ/ BPN. Les 3 structures du parti ont été renouvelées. La section de Djenné a été confiée à Me Baber Gano pour un mandat de 3 ans. La section des femmes est désormais dirigée par Nako Yarro. S'agissant de celle des jeunes, le poste de secrétaire général est revenu à Gouro Bocoum.

Pour Maître Baber Gano, le nouveau secrétaire général de la section de Djenné, c'est dans la perspective de la remobilisation des organes pour les élections annoncées par le gouvernement en mars 2020 qui motive la tenue de cette activité politique à Djenné. « Cette conférence a pour but de remobiliser les structures, les remettre à leur niveau, les confier la mission que le président de la république Ibrahim Boubacar Keita nous a donnée

d'organiser les élections législatives partout sur l'étendue du territoire nationale. De rendre effective, la mise en œuvre les résolutions du dialogue national inclusif dont le premier descenseur est l'organisation des élections législatives et de les gagner. Notre ambition à Djenné, c'est de pouvoir ramener sur l'étendue du cercle la paix, la cohésion, la sécurité. Aplanir les dissensions, réduire les lignes, se resserrer les coudes et faire face aux défis qui assaillent le cercle. Qui sont des défis majeurs, le défi de gagner la lutte contre le terrorisme et l'insécurité, le défi de faire repartir le développement économique et social, le défi de faire donner l'espérance à la population de Djenné pour vivre avec espoir qu'elle fasse confiance à ses fils. Ces défis sont énormes et ce sont ces défis que nous entendons relever au fil des élections législatives en cherchant à positionner le parti, en gagnant les élections dans le cercle pour que le parti puisse dans la traduction concrète de ses défis qu'elle puisse représenter les populations. Nous sommes contents de l'état de fonctionnement des structures du parti », a-t-il précisé.

Abordant l'épineuse question sécuritaire, il dira que « Nous sommes aujourd'hui contents de l'appel auxquels toute la section de Djenné a répondu malgré le contexte sécuritaire très difficile notamment les zones de Togué Mourrari et de Kewa. Vous avez vu que les responsables de ces structures ont effectué le déplacement. Ce qui nous a déjà surpris d'ailleurs parce qu'ils ont bravé l'insécurité pour venir participer à cette conférence de section. Ce qui dénote de leur ambition, surtout de leur amour pour le parti. Cela nous a fait de l'émotion dans la salle. A cela s'ajoute la grande mobilisation des autres 10 sous-sections qui sont aujourd'hui libérées. Nous tenons à saluer cette présence surtout cet engouement que nous avons eu à travers ces déplacements. Et merci à vous aussi hommes de la presse, vous nous rendez visible, vous faites en sorte que les efforts que nous déployons tous les jours soient connus de tous », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

RGPH 5 : L'Instat

L'Institut national de la Statistique (Instat) du Mali a organisé, les 27 et 28 janvier 2020, un atelier de réflexion sur le processus de mise en œuvre des opérations de terrain du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni et Ménaka. Il s'agit de la Cartographie censitaire et du dénombrement général ainsi que la stratégie de communication autour de ces activités dans lesdites régions.

Ont pris part à la rencontre les représentants de gouverneurs desdites régions, les préfets de cercles, les présidents de conseils de cercles ou leurs représentants, les Directeurs régionaux de la Planification, de la Statistiques et de l'Information, de l'Aménagement du territoire et de la Population (DRPSIAP), et les chefs de Services locaux de la Planification, de la Statistiques et de l'Information, de l'Aménagement du territoire et de la Population (SLPSIAP).

Cette rencontre était placée sous la présidence du directeur de Cabinet du gouverneur de la région de Mopti, Monsieur Kantara Diawara en présence d'Idrissa Cissé, 3ème adjoint au Maire de la commune de Mopti, et Dr Arouna Sougané, directeur Général de l'INST

La stratégie de la cartographie censitaire dispositif organisationnel du RGPH5, la classification des communes des régions selon le niveau de sécurité, la stratégie de dénombrement, la stratégie de sensibilisation ont été développés pendant les deux jours de la rencontre.

Selon Kantara Diawara, le directeur de cabinet du gouverneur de la région de Mopti, le RGPH est une opération d'envergure visant, entre autres, à déterminer l'effectif de la population du pays et sa structure par sexe et par âge, ainsi que sa répartition spatiale, selon les différentes unités administratives et le milieu de résidence. L'opération a également l'effet de disposer d'un chiffre détaillé sur la situation des infrastructures culturelles et sociales dans le pays. « La première phase des travaux de terrain du RGPH5 consiste à inventorier tous les sites habités du pays, estimer la population à recenser et délimiter les aires de dé-



nombrement en fonction de la population et de la configuration de l'habitat », a-t-il dit. Et d'ajouter « il s'agit bien des travaux de cartographie dont nous attendons impatientement dans les circonscriptions administratives de Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni et Ménaka. Les enjeux liés à l'organisation de ces travaux cartographiques dans lesdites régions sont au centre de la présente session de formation. Leur réussite est capitale pour toute l'opération du RGPH5 ».

A ses dires, pour une organisation cohérente des travaux de terrain sur l'ensemble du territoire du Mali, les autorités nationales ont institué un dispositif organisationnel dont l'un des maillons représente les Commissions Régionales de Recensement. Aux niveaux cercles, les Commissions Locales de Recensement représentent la cheville ouvrière de l'opération. Prenant la parole, le directeur général de l'Instat, a rappelé que notre pays est à sa cinquième expérience d'organisation de RGPH, après les opérations de 1976, 1987, 1998 et 2009. « Si nos planifications initiales se révèlent porteuses, dans quelques semaines, des Agents commis par nos soins sillonneront l'ensemble des localités de vos circonscriptions administratives à l'effet de collecter des informations dans le cadre de cette Cartographie. Nul ne doute que les

défis sont aujourd'hui immenses en raison notamment du risque sécuritaire qui plane sur les travaux de terrain », a-t-il indiqué.

Pour Dr Arouna Sougane, la réalisation de cette opération permettra aux acteurs du développement de se rassurer d'une meilleure prise en compte des variables démographiques et sociales dans les programmes et stratégies de développement de notre pays. « J'ose espérer que nous mettrons tout en œuvre pour faire du Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat un succès total dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni et Ménaka », a-t-il dit.

Pour le représentant du maire de la commune urbaine de Mopti, cette rencontre est d'une importance capitale non seulement pour le Mali mais en particulier la région de Mopti. « Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat une opération statistique visant à fournir des données sociodémographiques pertinentes, fiables et à jour sur l'ensemble du territoire national. Sa mise en œuvre recommande une synergie d'action entre différentes entités administratives au niveau national, régional et local », a-t-il expliqué.

■ Ibrahim Sanogo

Organisation d'élections crédibles : Le gouvernement rassure les partis politiques



Le chronogramme des élections législatives a été présenté, hier, aux partis politiques, en présence du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah. Le document présenté détaille les activités du processus électoral du début jusqu'à la fin, allant de la mise à jour du fichier électoral issu de la révision annuelle de l'année 2019 à la proclamation des résultats définitifs du 2^e tour des élections législatives par la Cour constitutionnelle, prévue en avril 2020.

Au cours des échanges, les partis politiques ont évoqué plusieurs préoccupations que le gouvernement doit résoudre pour organiser des

élections crédibles. Il s'agit, notamment de l'insécurité dans la Région de Mopti et autres parties du Mali, du retour des sous-préfets à leurs postes, des insuffisances du fichier électoral, ainsi que de la sécurisation des agents et des matériels électoraux.

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a promis à ses interlocuteurs que les sous-préfets seront présents à leurs postes avant le lancement de la campagne. Il a insisté sur l'accompagnement de toute la classe politique pour réussir cette élection dont la crédibilité, soulignera-t-il, dépend de nous-mêmes. «Donnez-nous rendez-vous au lendemain du premier tour pour signaler les

manquements», a ajouté le ministre Bah, avant de rassurer les formations politiques des démarches entreprises pour rendre ces législatives plus crédibles. Boubacar Alpha Bah a conclu en annonçant que l'audit du fichier électoral sera fait.

De son côté, le représentant du ministère de la Sécurité et de la Protection civile a indiqué que les dispositions seront prises avant, pendant et après les élections. Au nombre de ces mesures, il y a la sécurisation des sièges des partis politiques et des bureaux de vote, le bon acheminement du matériel électoral et une distribution correcte des cartes d'électeur.

Le Conseil des ministres de mercredi dernier a annoncé que le collège électoral est convoqué le dimanche 29 mars 2020 sur toute l'étendue du territoire national, à l'effet de procéder à l'élection des députés à l'Assemblée nationale. La campagne électorale, à l'occasion du premier tour, sera ouverte le dimanche 8 mars 2020 à zéro heure. Elle sera close le vendredi 27 mars 2020 à minuit, précise le communiqué du Conseil des ministres. Un second tour aura lieu le dimanche 19 avril 2020 dans les circonscriptions où aucun candidat ou liste de candidats n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour.

La campagne électorale à l'occasion du deuxième tour sera ouverte le lendemain de la proclamation des résultats définitifs du premier tour. Elle sera close le vendredi 17 avril 2020 à minuit.

■ **Mohamed D. DIAWARA**



An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700 
www.malitel.ml 
www.facebook.com/malitel.official 



Grammy Awards : Et de 4 pour Angélique Kidjo !

Dimanche, au Staple Center de Los Angeles, où se tenait la cérémonie de gala de la 62^e édition des Grammy Awards, la voix de l'Afrique a de nouveau tonné. Angélique Kidjo, la diva africaine, a décroché le Grammy du Meilleur album des musiques du monde. Le 4^e de sa carrière.

C'est Celia, son album de reprises et d'hommage à la diva cubaine Celia Cruz, qui a valu à Angélique Kidjo cette énième reconnaissance internationale. Forte de ses nombreuses influences musicales dont la salsa, le jazz ou encore la rumba congolaise, la Béninoise a de nouveau démontré avec ce nouvel album toute la pluralité de son talent exprimé avec maes-

tria.

La diva n'en snobe pas pour autant les nouvelles tendances musicales en Afrique, qui expérimentent non seulement les catégories traditionnelles, mais apportent des ingrédients nécessaires à la musique africaine, pour dompter avec davantage de confiance le reste du monde. Dimanche, sur la scène du Staple Center, Angélique Kidjo a rendu un hommage remarqué à l'un des symboles de cette nouvelle génération de musicien, le Nigérian Burna Boy, lui aussi logé dans la catégorie du Meilleur album des musiques du monde.

« Il y a quatre ans, sur cette scène, je vous avais prévenu qu'une nouvelle génération d'ar-

tistes venus d'Afrique allait vous emporter comme une tempête. Ce temps est venu. Ceci est pour Burna Boy. Burna Boy fait partie de ces jeunes artistes qui changent la manière dont notre continent est perçu. La musique africaine est la base de toutes les musiques ! », a lancé la comédienne.

Pour clôturer sa présence à cette cérémonie marquée notamment par le décès de la légende du Basket, Kobe Bryant, Angélique Kidjo a entraîné la foule avec une époustouflante interprétation de son titre « Afirika ». Sans doute pour tenter de sécher les larmes des fans de la star américaine.

Sénégal / diplomatie : Quatrième visite du président turc Erdogan

Le président turc est en visite officielle à Dakar ce mardi. Recep Tayyip Erdogan est arrivé lundi soir, accompagné de nombreux ministres (Affaires étrangères, Défense, Industrie, Énergie), après des étapes en Algérie et en Gambie. Plusieurs accords doivent être signés. Un forum économique des représentants du secteur privé est également au programme. C'est le quatrième déplacement de Recep Tayyip Erdogan au Sénégal depuis 2013. Sa dernière visite à Dakar remonte à moins d'un an, c'était en février 2019. Recep Tayyip Erdo-

gan est donc en terrain connu, accompagné d'une « forte délégation d'opérateurs économiques », les investisseurs turcs déjà présents dans des projets d'envergure: l'aéroport international Blaise Diagne, le complexe sportif Dakar Arena, l'habitat, la sidérurgie.

« Affinités culturelles ... »

L'objectif à court terme est de porter le volume des échanges commerciaux à 400 millions de dollars. La Turquie est un partenaire de choix pour Dakar ; la présidence sénégalaise souligne les « affinités culturelles, sociales et religieuses » entre les deux pays.

Et au-delà des relations commerciales bilatérales, cette visite va dans le sens d'une diplomatie turque très active sur le continent. Le partenariat « sud-sud » mis en avant par la Turquie est devenu géostratégique selon le chercheur Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute.

« On sait l'engagement récent de la Turquie dans la crise libyenne, les efforts de coopération militaire et sécuritaire avec nombre de pays de la région dont le Mali, le Niger et le Sénégal avec l'organisation de salon d'armement et de sécurité en lognant bien les marchés de la reconstruction qui ne manqueront pas dans ce Sahel en plein conflit ».

La Turquie qui mise aussi sur le « soft power » -son influence-, à travers l'éducation, et la création d'un centre culturel au Sénégal.





Centrafrique : L'ancien président François Bozizé sort de son silence

En Centrafrique, l'ancien président François Bozizé s'est adressé pour la première fois à la presse lundi 27 janvier. Malgré plusieurs apparitions publiques, l'ancien président revenu au pays (mi-décembre 2019) après presque 7 ans d'exil était resté discret. C'était un silence dans l'attente de sa rencontre avec le président Faustin Archange Touadéra, un ancien du parti KNK de Bozizé, et même ex-Premier ministre de ce dernier. La

rencontre a eu lieu finalement il y a quelques jours et François Bozizé s'est exprimé publiquement dans le cadre d'une conférence de presse. Une première prise de parole pour d'abord s'excuser « encore une fois, pour toutes les erreurs commises de ma part et pour les torts commis aux uns et aux autres et qui auraient pu résulter de mon action à la tête du pays, je demande solennellement pardon en ce jour. Je prie le peuple centrafricain de croire que je n'ai

jamais fait du mal intentionnellement à aucun de mes compatriotes et je prie pour que ces quelques mots puissent contribuer à l'apaisement de leur cœur. »

« De très graves accusations »

François Bozizé assure respecter l'accord de paix même si, selon lui, il faudrait lui insuffler une nouvelle énergie. « Je suis rentré dans un esprit d'apaisement et de recherche de paix contrairement à ce qu'une certaine propagande s'est évertuée à répandre ces derniers jours. Je ne suis pas venu chercher querelle à personne. Je ne suis pas non plus venu fomenter un quelconque complot pour créer le trouble en République centrafricaine. Ce sont d'ailleurs de très graves accusations portées à mon endroit ainsi qu'à celui de mes proches collaborateurs et cela ne restera pas sans conséquence. »

Un mandat d'arrêt centrafricain court contre l'ancien président renversé en 2013, et François Bozizé, toujours sous sanction des Nations unies, compte demander une levée de ces dispositions qu'il juge injustes. Sur la question de sa possible candidature à l'élection présidentielle de décembre prochain, François Bozizé affirme que le moment n'est pas venu de se déclarer ou non. Son parti, le KNK, réuni en congrès, se prononcera sur les candidatures.



A.G Extraordinaire : Les raisons du report expliquées par le président de la Fémafoot

Initialement prévue pour le dimanche 26 janvier prochain, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la fédération malienne de football a été reportée jusqu'à la fin de la saison. Un report qui a été confirmé par le président de la fédération malienne de football, Mamoutou Touré, ce jeudi 23 janvier à la faveur d'un point de presse tenu dans la salle de conférence de la Fémafoot.

Prévue pour le dimanche 26 janvier 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire se tiendra finalement à la fin de la saison. Pour donner plus de précision par rapport à ce report, le président de la Fédération malienne de football, Mamoutou Touré, a animé un point de presse ce jeudi 23 janvier. A en croire le premier responsable de la Fémafoot, ladite Assemblée Générale a été reportée suite à la demande de la Fémafoot auprès de la FIFA. Une demande qui a été favorablement répondue par l'instance faitière du football mondial à travers une correspondance adressée à la Fémafoot en date du 22 janvier 2020. "Nous accusons bonne réception de la documentation reçue relative à l'organisation d'une As-

semblée Générale Extraordinaire (AGE), le 26 janvier prochain. A cet égard, nous comprenons que cette AGE aura pour seul point à l'ordre du jour les élections des commissions indépendantes sur la base des nouveaux statuts de la Fémafoot adoptés le 15 juin 2019", peut-on lire dans ladite correspondance.

Suite aux points de divergence qui se trouvent actuellement entre les acteurs du football malien par rapport à la tenue de cette Assemblée, la FIFA propose à la Fémafoot d'attendre la fin de la saison. "A cet égard, il semble qu'il existe des divergences d'interprétation par rapport au quorum devant être convoqué à ladite AGE compte tenu du vide statutaire actuel eu égard à la phase post-normalisation. Pour lever toute équivoque par rapport au quorum, nous sommes d'avis qu'il serait judicieux d'attendre la fin des championnats de D1 et de D2, ce qui permettra de clarifier la légalité et la légitimité des clubs devant participer à la prochaine Assemblée Générale", dit-elle.

Par ailleurs, la FIFA estime que ce report permettra au football malien d'asseoir un climat

contexte apaisé et ainsi s'assurer de la continuité du football malien, nous exhortons le comité Exécutif de la Fémafoot à trouver une solution temporaire pour permettre la mise en place d'organes juridictionnels ad hoc jusqu'à la fin de la saison 2019-2020, ce qui pourra se faire en concertant les membres de la ligue/acteurs du football local, la décision finale revenant toutefois au comité Exécutif de la Fémafoot".

Enfin la FIFA s'est montrée confiante par rapport à la mise en place des commissions indépendantes à la fin de la saison. "Nous sommes confiants qu'en fin de saison 2019-2020, la lumière sera faite sur le quorum et la convocation d'une AGE, notamment pour l'élection des commissions indépendantes dans leur ensemble pour un mandat complet, pourra se faire dans un contexte plus serein", a-t-elle espéré.

Les six commissions indépendantes qui devraient être mises en place lors de l'assemblée générale extraordinaires sont: la Commission d'Audit et de Conformité, la Commission d'Appel des Elections, la Commission Electorale, la Commission Centrale de Discipline, la Commission Centrale d'Ethique et la Commission Centrale de Recours.

■ Salif Diakité





tBélier (21 mars - 19 avril)

Vos tâches sont diversifiées. Elles demandent de participer à une réunion. Il est nécessaire de prendre une distance. Des collègues très ambitieux vous suivent. Ils sont collants pour avoir un coup de pouce. À vous de décider de les aider ou non.

Vous espérez gagner bien plus. Une stabilité dans les revenus vous permet de faire des extras. Les tentations sont grandes ! Si vous faites du shopping, attention à la note salée ! Arranger des appareils ménagers peut faire partie de dépenses imprévues !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Mercury en Verseau pourrait bien désorganiser vos plans avec des projets qui tomberont à l'eau ou des gens qui ne tiendront pas parole. Vous ne manquerez pas de ressources, mais vous devrez remettre en cause certains de vos projets professionnels.

Petite alerte sur votre secteur argent. Il n'y aura rien de dramatique, mais vous devrez néanmoins faire preuve de vigilance, car vous serez plus influencé que d'habitude par des promesses de bons plans financiers qui ne le seront pas tant que cela.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous intégrez un nouveau poste, vous n'aurez pas de difficulté à vous adapter à votre nouvel environnement professionnel. Une bonne ambiance motive cette journée. Il se pourrait qu'une prime vous soit versée, c'est le juste résultat de votre travail.

Vous pourriez obtenir un meilleur salaire, de quoi vous offrir un quotidien plus confortable. Si quelques efforts vous sont demandés, vous ne refusez pas, du moment qu'une belle rémunération vous attend. Vous pensez déjà à faire un placement juteux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Avec la position de votre Lune en milieu du ciel, vous pourriez être la star dans votre domaine professionnel ! Avec ses bons aspects, vous parvenez à une parfaite maîtrise de vos émotions et de vos désirs, ce qui vous donne une grande confiance en vous.

Du côté de vos finances, vous pourriez recevoir une somme d'argent inattendue. Peut-être un ticket de loto gagnant, la chance est de votre côté. Mais surtout, pas d'excès, restez vigilant, les dépenses imprévues arrivent également quand on y pense le moins !



Lion (22 juillet - 23 août)

Les tâches actuelles sont intéressantes. Votre créativité commence à se réveiller. Vous proposez vos idées. Vos supérieurs hiérarchiques valident vos avis. Profitez de cette journée pour imposer votre point de vue. Vos responsables aiment votre expertise !

Le salaire s'envole. Vous dépensez pour arranger votre quotidien. Les meubles sont des choses qui vous attirent. Les achats concernent un renouvellement de la décoration. Les économies sont difficiles à réaliser ! Mais vous n'êtes pas spécialement inquiet.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Avec Mercury en appui, vous serez positif, décidé, ouvert et vous afficherez les qualités nécessaires pour réussir. Vous serez dans une dynamique de développement afin de valoriser votre statut. Notez que Uranus pourrait faire bouger les lignes.

Vous ne maîtriserez pas les mouvements sur votre compte, malgré votre vigilance. Vous aurez des frais et il faudra les honorer. Méfiez-vous aussi d'une irrégularité, si vous attendez une rentrée d'argent, de type allocation ou pension alimentaire.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez le goût du travail bien fait, du coup vous devenez celui à qui on fait confiance, sauf que cette lourde charge pèse sur vos épaules, apparemment, vous le vivez mal. Relativisez, cher natif, c'est plutôt sympa ce qu'il vous arrive.

On vous souffle de bons plans ou des astuces qui vous serviront à freiner vos dépenses. En effet, les fêtes de fin d'année vous ont mis un peu sur la paille. Tous les bons plans sont à saisir sans hésitation. Vous faites preuve de débrouillardise.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos capacités professionnelles sont décuplées grâce aux bons transits de votre Lune. Effectivement, vos émotions étant parfaitement canalisées, cela vous donne une facilité d'adaptation redoutable, ainsi qu'un sang froid à toute épreuve.

Votre intelligence vous permet de gérer au mieux votre budget. Vous maîtrisez parfaitement vos dépenses, votre rigueur est utilisée à bon escient dans ce domaine, bien heureusement. La chance vous sourit, mais n'abusez pas trop des jeux en tout genre.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

L'activité est importante. On peut vous demander de finir une tâche importante. Hélas l'implication n'est pas chez tout le monde. Les collègues peuvent manquer de motivation. La journée peut vous épuiser !

À part un coup de coeur, la situation est stable. La Lune en Bélier vous rend dépensier. Les achats concernent votre véhicule et du matériel pour l'habitation. Faites des concessions sur les loisirs pour éviter un découvert, avant la fin du mois.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez des idées très arrêtées sur la manière de mener votre vie professionnelle. Vous entendrez aller au bout de vos démarches, au risque d'entrer en conflit avec votre boss. Ce rapport de force pourrait prendre des proportions inquiétantes.

Faire l'impasse sur vos démarches administratives sur le plan financier équivaldrait à scier la branche sur laquelle vous serez assis. En étant conscient de la fragilité de votre budget, vous retrouverez un nouvel équilibre et vous sortirez du rouge.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nette tendance à remettre en question vos choix professionnels, c'est la tendance de ce jour. Pourtant vous devriez avoir confiance en vos capacités et en vos qualités de travail, mais vous doutez. Vous êtes démotivé. Vous vous laissez aller.

Votre budget est facilement déséquilibré, tout cela à cause de factures ou de dépenses imprévues. Vous ne pouvez pas faire différemment que de mettre à contribution votre porte-monnaie. Malgré cela, et par obligation, vous êtes précautionneux.



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre communication, dans le domaine professionnel, laisse un peu à désirer. Vous ressentez de la frustration, et cette ambiance vous pèse. Plutôt que de vous énerver, vous préférez vous effacer, vous avez du mal à affronter, comme souvent.

Des excès peuvent encore se produire, comme trop de shopping par exemple ! La générosité envers vos proches a encore mis à mal vos finances, votre côté panier percé reprend le dessus. Une vigilance s'impose, vous pourriez être surpris par vos dépenses.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA